

# STATEMENT DISCOURS



NOTES POUR UNE DÉCLARATION  
DE MONSIEUR ALLAN J. MACÉACHEN,  
SECRÉTAIRE D'ÉTAT AUX  
AFFAIRES EXTÉRIEURES,  
À LA RÉUNION MINISTÉRIELLE  
DE L'ORGANISATION DE  
COOPÉRATION ET DE  
DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUES  
(OCDE),  
À PARIS, LE 21 JUIN 1976

---

"LE DIALOGUE NORD-SUD"

Monsieur le Président,

Il me fait extrêmement plaisir de pouvoir aujourd'hui ouvrir cette importante discussion des ministres de l'OCDE sur le dialogue Nord-Sud. Il s'agit d'une question à laquelle, comme vous le savez, je consacre beaucoup d'attention depuis plusieurs mois. L'année 1976 est une année particulièrement importante pour le dialogue Nord-Sud, à cause de la Quatrième Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED IV) qui a pris fin récemment à Nairobi, et à cause de la Conférence sur la coopération économique internationale (CCEI) qui se tient ici à Paris. La CNUCED IV a sérieusement mis à l'épreuve la volonté politique des pays développés et des pays en développement de traiter d'importantes questions de fond dans le contexte d'un dialogue établi entre le Nord et le Sud. Certains pays en développement ont trouvé décevant que les propositions présentées par les Etats-Unis n'aient pas été retenues pour plus ample examen. Quoi qu'il en soit, les résultats sont à notre avis satisfaisants parce qu'il y a eu dans certains domaines des progrès qui permettront la poursuite du dialogue Nord-Sud dans une atmosphère de bonne entente; et tout compte fait, la CNUCED IV a connu plus de succès que bien des gens ne l'avaient prédit.

Les décisions prises à Nairobi ont été essentiellement de nature politique et procédurière. Les pays en développement ont prêté un caractère extrêmement politique aux questions soumises à la Conférence. C'est pourquoi il est de la plus haute importance que la volonté politique de ménager des compromis et d'éviter un retour à la confrontation continue d'inspirer la mise en application des décisions de la CNUCED IV. Les pays en développement ont encore beaucoup de mal à croire que des progrès importants seront accomplis. Nous devons donc éviter de miner notre crédibilité pendant la période cruciale qui verra se concrétiser les engagements de la CNUCED IV.

En partie à cause de la réunion de Nairobi, la CCEI peut continuer à jouer un rôle clé dans le dialogue Nord-Sud. Les mois qui viennent offrent à la CCEI une occasion unique de faire progresser la situation en examinant les problèmes, en stimulant les travaux d'autres organismes internationaux et en établissant un programme de coopération pour les pays développés et les pays en développement. Il ne faudrait pas la laisser passer. Au cours de sa première phase, la phase analytique, la CCEI s'est révélée une assemblée tout à fait propice à des discussions élaborées sur une vaste gamme de problèmes économiques, y compris les problèmes énergétiques, qui préoccupent à la fois les pays en développement et les pays industrialisés. Ces travaux devraient avoir préparé la voie à des progrès sensibles au cours des six prochains mois. Il y a eu jusqu'ici une coopération étroite entre les pays développés, qui forment le Groupe des huit à la Conférence. On est parvenu à circonscrire certains secteurs vers lesquels convergeront les efforts de la CCEI, l'objectif étant d'arriver à des résultats concrets à la réunion ministérielle de décembre prochain. Mais nous devons travailler davantage dans ce sens si nous voulons réussir; d'autant plus que le temps fuit à toute vitesse. Les réunions de juillet revêtent à cet égard une importance considérable puisque les quatre Commissions y établiront leur programme de travail pour la deuxième phase de la Conférence.

La CCEI en arrive maintenant à une délicate transition du dialogue Nord-Sud entre la phase analytique et la phase pratique, celle de l'action et des mesures concrètes. Réunis la semaine dernière, les coprésidents se sont entendus globalement pour lancer cette deuxième phase de la Conférence. Je me dois ici de soulever un point qui me préoccupe particulièrement. Il se pourrait en effet qu'il y ait méprise sur le sens du mot "action", ou tout au moins ambiguïté. Notre tâche au cours de cette deuxième phase sera donc de définir cette action dont nous parlons et de trouver celle qui conviendra à toutes les parties en cause.

Les pays industrialisés devront travailler ensemble et veiller à ce que cette deuxième phase de la Conférence aboutisse à des résultats concrets. Nous devons faire tout notre possible à cette réunion ministérielle de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), ainsi qu'aux prochaines réunions qui traiteront de la question, pour préserver un climat propice au dialogue Nord-Sud, à Paris comme ailleurs. En termes clairs, bien qu'il soit encore trop tôt pour quels genres de solutions pourront intervenir, nous devons résoudre certaines des questions fondamentales dont nous sommes saisis. Cela signifie qu'il nous faudra, au cours des six prochains mois, nous attaquer à des problèmes difficiles, par exemple l'endettement des pays en développement et la recherche d'une solution équilibrée au problème des produits de base.

Je crois que les pays industrialisés doivent travailler en consultation étroite au fur et à mesure qu'avancent les travaux de la Conférence, mais je dois souligner que l'unité du groupe que nous formons dépend directement d'une véritable évolution de nos positions respectives. Il nous serait très difficile de rester unis si nos positions étaient figées ou régressives.

En tant que coprésident de la CCEI, j'aimerais être certain que les pays développés désirent vraiment, au cours de la seconde moitié de la Conférence, prendre les mesures nécessaires pour instaurer la coopération économique internationale. Nous nous sommes engagés à trouver des moyens d'action et toute lenteur à agir risquerait de rompre le dialogue Nord-Sud. Il peut en coûter cher de passer à l'action pour résoudre les problèmes qui nous occupent, mais qu'en coûtera-t-il si nous ne faisons rien?

La CCEI représente un nouveau point de départ pour les relations entre les pays développés et les pays en développement. Notre approche doit, elle aussi, être nouvelle. Au lieu d'être sur la défensive, soyons constructifs et novateurs dans nos positions sur les questions débattues à Paris. A notre avis, la CCEI représente à l'heure actuelle le plus grand espoir de coopération économique et politique entre pays développés et pays en développement. Il y va de notre intérêt de réaménager rationnellement les relations économiques internationales et d'établir un système viable et efficace d'échanges et de paiements qui convienne à tous les pays.

C'est à la réunion ministérielle de décembre que sonnera l'heure de la vérité, au moment où des décisions politiques devront être prises sur d'importantes questions économiques. Nous devrions tous avoir comme objectif de sortir de cette réunion avec un programme de coopération façonné par différentes décisions, des engagements à des degrés divers et des orientations éventuelles sur une série de questions déterminées.

Lorsque prendra fin la CCEI, même si à ce moment nous avons atteint le but que nous désirons atteindre, il est clair que de graves problèmes continueront d'exister. Et le dialogue entre le Nord et le Sud, entre riches et pauvres, devra se poursuivre dans les années à venir. La mutation qui s'opère aujourd'hui dans les relations entre le Nord et le Sud n'a rien d'éphémère. C'est désormais une constante du système international, une réalité et un défi que nous tous devons relever sans hésitation, maintenant et dans l'avenir.

Merci, Monsieur le Président.